

qu'au cours de la Conférence, les délégations devraient regarder vers l'avenir et non vers le passé: qu'il n'y avait pas grand avantage à ressasser les vieux griefs, et que mieux valait tâcher de trouver les moyens de régler les problèmes en pensant à l'avenir.

Le jour suivant, j'ai pris la parole au nom du Canada. Si la Chambre le désire, je me ferai un plaisir de déposer un exemplaire de ce discours ou de le faire publier en appendice au Hansard; ainsi les députés pourront voir quelle a été l'attitude du Gouvernement canadien. Je ne saurais faire la même chose dans le cas de la Conférence de l'OTAN, car les pourparlers y sont secrets. Quant à la Conférence sur le Laos, il est possible de remettre des copies de la déclaration aux journaux.

J'estime qu'au sujet du Laos le Canada devrait toujours envisager les problèmes à titre de membre de la Commission de surveillance. Cette Commission aura un grand rôle à jouer dans la solution du problème laotien. Je pense que nous faisons bien d'en tenir compte et de négocier à titre de membre de cette Commission de surveillance de la trêve. C'est, je pense, un atout puissant dans nos efforts pour faire accepter nos vues.

Tâches principales de la Conférence

A mon avis, la Conférence a deux grandes tâches à accomplir. L'une est d'appuyer la Commission internationale de surveillance de la trêve, qui est actuellement sur place. Comme vous le savez, il y a des Canadiens au Laos en ce moment. Cette Conférence doit voir à ce qu'ils obtiennent ce dont ils ont besoin pour accomplir leur tâche; elle doit aussi répondre à leurs besoins de semaine en semaine. L'autre tâche, c'est d'élaborer un règlement à long terme. Je pense qu'il faudra pour cela se fonder sur les accords de Genève de 1954. Nous fondons notre attitude sur ces accords, mais il faudra y apporter quelques modifications.

Jeudi, je suis intervenu de nouveau pour signaler le besoin de fournir des avions et des hélicoptères à cette Commission. Dès le 1^{er} mai, le président de la Commission, dans son premier rapport aux présidents conjoints de la Conférence de Genève, le Royaume-Uni et l'Union soviétique, a demandé de l'argent, des avions et des hélicoptères. Il a dit qu'il dépenserait sagement, que la Commission ne gaspillerait pas d'argent. Dans leur réponse, les présidents conjoints ont pris des dispositions pour assurer un peu d'argent et ils ont approuvé l'idée de le dépenser sagement, mais ils n'ont pas dit un mot des avions et des hélicoptères.

Message à la Commission

Par conséquent, jeudi après-midi, j'ai signalé la chose à la Conférence et j'ai dit que je ne voyais aucune raison pour laquelle les présidents conjoints ne télégraphieraient pas immédiatement à la Commission pour lui demander des précisions sur ses besoins. M. Gromyko, chef de la délégation soviétique, ne voulait pas d'une action aussi rapide. Notez que nous le tenions à notre merci, à cause des